



global witness

‘Undermined’ (‘Mis à mal’) : Résumé analytique

La leçon de David a été interrompue lorsque des hommes sont entrés dans sa classe et l’ont appelé par son nom. Ils ont emmené l’adolescent de quinze ans dans un hôtel en ville où il s’est retrouvé face à plusieurs représentants d’une société minière et à un contrat. Ils ont montré du doigt une liasse de billets déposée sur la table et lui ont dit qu’il pouvait la prendre s’il signait l’accord renonçant à la terre familiale. Intimidé et désorienté, il a cédé les droits que sa famille détenait sur son unique source de richesse, une propriété enregistrée à son nom en sa qualité de fils aîné.

Interrogé sur la raison pour laquelle il avait signé, David (dont le nom a été modifié afin de préserver son identité) semblait gêné et a simplement expliqué qu’il voulait juste retourner à l’école. Même si l’argent que sa mère et lui ont reçu en compensation suffisait pour bâtir une maison sur un petit lopin de terre, la famille n’est plus en mesure de produire assez pour se nourrir ou pour vendre ses récoltes au marché afin de s’assurer des revenus. Ironie du sort, David a dû abandonner l’école depuis lors car sa famille n’a plus les moyens de payer les frais scolaires ; aujourd’hui, il concasse des roches sur le bord de la route pour les vendre à une cimenterie locale.

David et sa famille figurent parmi les nombreuses victimes de pressions exercées sur les communautés de Tororo, dans l’est de l’Ouganda, résultat de la course au développement de la mine de phosphate dans le cadre du Projet d’exploitation des phosphates de Sukulu. Ce secteur minier naissant pourrait aider des familles comme celle de David à s’extraire de la pauvreté, mais la corruption et la mauvaise gestion freinent les investissements et empêchent les communautés locales d’en tirer de quelconques bénéfices. En fait, parce que les éléments de l’élite ougandaise qui dominent le secteur se comportent comme s’ils étaient au-dessus des lois, l’impunité règne et conduit à des violations des droits de l’homme et à une destruction de l’environnement qui pourrait se révéler dévastatrice.

Le secteur minier ougandais est officiellement géré par la Direction des études géologiques et des mines (*Directorate of Geological Survey and Mines* ou DGSM). Cependant, plutôt que de remplir son mandat et de travailler dans l’intérêt de la population ougandaise, la DGSM est contrôlée par une structure de pouvoir alternative et secrète et elle a instauré un processus décisionnel ou « système parallèle » qui profite à des investisseurs au comportement prédateur et à des Ougandais politiquement influents. Des firmes peu qualifiées peuvent obtenir des licences par le biais de leurs relations, au détriment de sociétés très compétentes et consciencieuses. Le non-respect de l’État de droit et le contournement systémique des politiques et procédures en vigueur sapent les investissements et font courir des risques aux Ougandais et à leur environnement. Le paiement insuffisant, voire le non-paiement systématique de l’impôt, des rentes minières et des redevances par bon nombre d’acteurs opérant dans le secteur, prive chaque année les finances publiques de millions de dollars. Cela affecte la fourniture des services élémentaires dont devraient bénéficier les citoyens ougandais et fait davantage encore obstacle à un contrôle adéquat et à une réglementation de cette industrie.

Les sociétés qui obtiennent leurs licences en agissant sous le manteau sont peu incitées à respecter la loi, sachant que la façon la plus rapide et la meilleure d’aller de l’avant est le favoritisme politique. De même, les fonctionnaires, les intermédiaires et les élites politiques peuvent tirer personnellement profit de la perpétuation du statu quo, ce qui ne serait pas le cas s’ils appliquaient



global witness

les réglementations ou préconisaient des réformes. Cette situation coûte à l'Ouganda des emplois et des revenus dont le pays a cruellement besoin et elle porte atteinte à sa réputation internationale.

Des petits fonctionnaires aux personnalités politiques de haut rang, beaucoup de ceux concernés par l'exploitation minière en Ouganda sont prêts à contourner ou à enfreindre les règles. Dans le présent rapport, Global Witness décrit en détail les rôles joués par des avocats, une parlementaire, des investisseurs soutenus de l'étranger, et même une pop star, dans l'exploitation des richesses minérales de l'Ouganda, au détriment des simples citoyens et du développement du pays à long terme.

En 2012, un rapport interne du gouvernement (le « rapport de 2012 ») a fait état d'une situation chronique de fraude, de mauvaise gestion et de corruption à la DGSM. Le rapport s'est penché sur la procédure d'octroi de licences à la DGSM, ne citant pas nommément les entreprises et les individus impliqués dans les marchés suspects. Bien qu'il ait été transmis à l'ancien Secrétaire permanent au Ministère de l'Énergie et de la Mise en Valeur des Ressources minérales et qu'il ait, semble-t-il, été discuté avec le Président Yoweri Museveni, il n'a jamais été publié. Peu de changements semblent avoir été opérés à la DGSM depuis lors.

Global Witness publie aujourd'hui certaines conclusions du rapport de 2012, dont, pour la première fois, les identités de certaines personnes associées aux irrégularités en matière d'octroi de licence identifiées dans le rapport. Nous révélons également une série de cas plus récents en lien avec ce même dossier de corruption et de mauvaise gestion. Ces données factuelles prouvent que les problèmes identifiés dans le rapport de 2012 persistent mais elles pointent aussi de nouveaux problèmes.

Les études de cas du présent document d'information montrent à quel point le secteur minier ougandais est marqué par la corruption, la mauvaise gestion et l'influence politique excessive. Nous avons divisé le document en quatre sections dans lesquelles sont réparties les études de cas qui visent à montrer qui est impliqué et comment les marchés suspects sont conclus dans le secteur minier ougandais et à la DGSM.

1. **Les dommages causés** : Ce sont surtout les populations les plus pauvres de l'Ouganda et son fragile environnement qui sortent perdants de la corruption et de la mauvaise gestion qui gangrènent le secteur minier. Selon le Cadastre minier du pays, la DGSM a octroyé des licences d'exploration minière dans 25 des 28 zones protégées du pays, mettant en péril quelques-unes des espèces les plus rares et les plus menacées de la planète. Ainsi, une parlementaire affirme pouvoir faire de la prospection minière dans le Parc national de Bwindi, lequel abrite 50% des gorilles de montagne qui subsistent encore dans le monde, parce qu'elle est « *une très, très bonne amie* » de l'ancienne ministre du tourisme. (L'ex-ministre a affirmé à Global Witness qu'elle ne connaissait pas cette parlementaire). Autre exemple, celui d'une firme qui opère juste à l'extérieur d'un site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO sans procéder aux contrôles requis (études d'incidence sur l'environnement, ou EIE) pour déterminer si ses opérations risquent d'affecter l'environnement local ; elle a par ailleurs tenté de faire de la prospection minière dans le site classé au patrimoine mondial. Troisième exemple, les mineurs artisanaux, dont des enfants, qui travaillent dans des conditions dangereuses, sans équipement de protection.
2. **Corruption à la Direction des Mines** : La corruption régnant au Département des Mines de la DGSM est systémique, allant de quelques fonctionnaires subalternes jusqu'au plus haut



global witness

sommet de la hiérarchie. Global Witness a découvert qu'il était courant que les investisseurs versent une commission à certains employés de la DGSM pour s'assurer que les demandes d'exploration minière répondront à toutes les exigences. Les employés ne sont pas tous impliqués, et certains se sentent contraints de participer et le font à contrecœur.

Néanmoins, un cas montre que certains employés ont flairé la bonne affaire dans cette escroquerie et ont créé une société ayant pour objet explicite de faciliter les demandes de licence. En échange d'une commission, cette société rédige les demandes de licence et les plans de travail et elle les pilote pour qu'ils franchissent la procédure de conformité que certains de ses propres employés sont chargés de superviser. Un fonctionnaire du ministère a déclaré à Global Witness que si un investisseur ne recourt pas aux services d'employés de la DGSM, sa demande de licence a très peu de chances d'aboutir. Certains membres du personnel de la DGSM semblent également fermer les yeux lorsque les entreprises ne respectent pas les réglementations environnementales ou lorsqu'elles ne transmettent pas les informations obligatoires sur les niveaux de production.

3. **Les pontes du système** : Ce sont les personnalités politiques de premier plan qui semblent, au final, mener la barque. Leur soutien facilite l'accès au secteur et permet aux investisseurs, notamment aux élites politiques, de bafouer la loi. Ainsi, il s'est avéré qu'un petit groupe d'hommes d'affaires belges et ougandais, entretenant des liens étroits avec le président, faisait sortir du pays des cargaisons d'or valant des centaines de millions de dollars, en ne payant apparemment que très peu de taxes et sans divulguer les origines de l'or. Leurs exportations risquent d'inclure de l'or qui pourrait alimenter le conflit dans deux pays voisins, la RDC et le Soudan du Sud. En l'absence de données et de preuves gouvernementales établissant que des contrôles rigoureux des chaînes d'approvisionnement ont été exercés, il est impossible de le dire.

4. **Les intermédiaires, les spéculateurs, les médiateurs et les courtiers** : Cette section décrit les activités d'une poignée d'intermédiaires qui entretiennent des liens étroits avec la DGSM et se sont servi de leurs relations pour acquérir un grand nombre de licences avant de les « refiler » à d'autres acheteurs. Ainsi, un courtier australien spécialisé en crédit immobilier, qui n'avait apparemment aucune expérience en exploration minière, a réussi à obtenir des licences pour plus de 6 000 km² de terres (plus que toute autre firme ou personne connue de Global Witness) en versant de l'argent à des responsables de la DGSM, pour ensuite s'associer à la pop star reconvertie dans les affaires, Ragga Dee, qui entretient des liens étroits avec le frère du président, Salim Saleh.

Les efforts périodiques déployés pour réformer l'industrie minière ougandaise se sont tous heurtés à la corruption institutionnelle et aux intérêts particuliers. Des organismes tels que le Bureau du contrôleur général et l'Inspecteur général du gouvernement font du bon travail, et avec des ressources suffisantes et un soutien politique, ils pourraient jouer un rôle crucial dans l'assainissement du secteur afin de le rendre apte à accueillir des investissements étrangers durables et légitimes. La DGSM compte également des employés honnêtes et consciencieux qui font de leur mieux pour respecter la loi. À ce jour, leurs efforts se sont toutefois révélés insuffisants face à l'inexpugnable corruption et aux méthodes de travail établies à la DGSM.

L'Ouganda se trouve à la croisée des chemins. Gérées correctement, ses richesses minérales pourraient créer des emplois et générer des revenus dont le pays a tant besoin. Par contre, si rien n'est fait pour endiguer la corruption et la mauvaise gestion, les Ougandais continueront à perdre



global witness

leurs terres et leurs moyens de subsistance, les firmes jouissant d'une bonne réputation mettront en veilleuse leurs investissements et l'environnement souffrira.

L'opportunité de changement existe. Le président s'est récemment fixé comme priorité le secteur minier et le gouvernement s'attelle avec la Banque mondiale à réformer le droit minier. Mais le système doit passer par une refonte radicale pour veiller à ce que la transparence, la responsabilité et les mesures de protection environnementales et sociales prévalent sur l'intérêt personnel et le favoritisme politique. La société civile a formulé ses propres recommandations en vue d'améliorer la loi sur l'exploitation minière, lesquelles peuvent être consultées sur notre site web.

Global Witness a écrit à toutes les personnes et firmes citées dans le présent rapport afin de les inviter à nous faire part de leurs commentaires. Des informations complémentaires sur les réponses que nous avons reçues peuvent également être consultées dans les annexes.